

CGIAR ET LE CANADA

PARTENAIRES POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

CGIAR

Canada

Photo de couverture : Neil Palmer (CIAT), Népal

« Les investissements du Canada dans les programmes de recherche du CGIAR appuient le développement de nouvelles technologies, élargissent les connaissances scientifiques mondiales et contribuent à soutenir des méthodes novatrices qui sont essentielles pour atteindre les objectifs du Canada en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Dans le cadre de ce partenariat, le Canada respecte ses engagements, soit améliorer les moyens de subsistance ruraux en accroissant la productivité agricole et en augmentant la valeur nutritionnelle des cultures pour les personnes pauvres de ce monde. »

— l'honorable Christian Paradis
ministre du Développement international et ministre de la Francophonie

Le saviez-vous?

Les femmes représentent près de la moitié des agriculteurs dans les pays en développement, mais elles ont un accès plus restreint que les hommes aux ressources productives et produisent moins de nourriture. Selon les estimations, si ces 1,1 milliard d'agricultrices avaient un accès égal aux ressources, comme la technologie, les terres, les services et les intrants, elles pourraient augmenter le rendement de leurs récoltes de 20 % à 30 %. Combler cette lacune suffirait pour sortir 150 millions de personnes de la faim. Avec l'aide du Canada et d'autres donateurs, le CGIAR a développé une Stratégie sur l'égalité entre les sexes à l'échelle du système et établi un Réseau de recherche sur l'égalité entre les sexes et l'agriculture pour s'assurer que les résultats de recherche avantage et aide à l'autonomisation des femmes agricultrices et d'autres femmes rurales pauvres.



Des variétés de fèves améliorées et riches en fer dans un marché au Rwanda.
Source : Neil Palmer (CIAT)

Le Canada et le CGIAR

Créé en 1971, le CGIAR (anciennement connu sous le nom du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale) est un partenariat mondial qui regroupe des organisations vouées à la recherche en vue de garantir la sécurité alimentaire. Le partenariat établi avec le CGIAR permet de donner suite aux objectifs du Canada qui sont énoncés dans sa Stratégie pour la sécurité alimentaire internationale, laquelle porte sur l'aide alimentaire et la nutrition, le développement agricole durable, de même que la recherche et le développement.

Le partenariat cadre également avec les priorités du Canada en matière de développement international, c'est-à-dire assurer l'avenir des enfants et des jeunes, favoriser une croissance économique durable et contribuer au respect de l'engagement qu'a pris le Canada à l'égard de l'amélioration de la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants.

Le Canada est un membre fondateur du CGIAR. Depuis la création de ce dernier, le partenariat n'a cessé de grandir. Par l'entremise d'Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada, d'Agriculture et Agroalimentaire Canada et du Centre de recherches pour le développement international, basé à Ottawa, cet important partenariat pour la recherche agricole continue de générer des bienfaits pour les personnes pauvres dans le monde.

Ce document met en relief certains des résultats de développement obtenus grâce au soutien que le Canada accorde aux programmes et aux initiatives de recherche du CGIAR. Il montre comment on améliore les conditions de vie en mettant à profit les dernières innovations scientifiques pour résoudre les problèmes mondiaux en matière d'alimentation. Il met également en vedette certains des Canadiens qui, au CGIAR, changent réellement les choses en offrant des solutions aux problèmes pressants de pauvreté, de santé et de nutrition.



Une agricultrice ougandaise tient un plateau de patates douces orange cuites à la vapeur, prêtes à manger. Une petite portion de 150 g peut fournir l'apport quotidien de vitamine A chez un enfant de cinq ans.
Source : M. Malungu (HarvestPlus)

Améliorer l'état nutritionnel et de santé des collectivités agricoles

Grâce à sa recherche, le CGIAR crée des technologies, des connaissances et des produits nouveaux au profit des petits exploitants agricoles démunis. Sur le plan de la santé et de la nutrition, le CGIAR et ses partenaires travaillent ensemble pour améliorer les variétés clés cultures vivrières de base dans le but d'augmenter l'apport nutritif pour les populations rurales. En 2013, le CGIAR a annoncé qu'il s'engageait à dépenser au moins 400 millions de dollars américains, dans les trois prochaines années, pour la recherche agricole en lien avec la nutrition.

Programme de recherche du CGIAR sur l'agriculture pour la nutrition et la santé

Le programme de recherche du CGIAR sur l'agriculture pour la nutrition et la santé (A4NH) a été conçu pour adapter les pratiques, les politiques et les interventions agricoles de façon à optimiser les bienfaits pour la santé et la nutrition et à réduire les risques pour la santé. Le programme vise à améliorer la nutrition et la santé des populations, en réunissant des spécialistes de la recherche et du développement des secteurs de l'agriculture, de la nutrition et de la santé, afin qu'ils s'attaquent ensemble aux problèmes et trouvent des solutions.

« Le soutien du Canada à la recherche du CGIAR dans ce secteur permettra de mettre en application les innovations en matière de sciences, de politiques et de technologies qui sont nécessaires pour combler le fossé entre le développement agricole et les besoins en santé et en nutrition non satisfaits. »

— Rachel Kyte
présidente du Conseil de financement du CGIAR et vice-présidente et envoyée spéciale pour les changements climatiques au Groupe de la Banque mondiale

Les investissements du Canada dans ce programme contribueront à orienter la recherche agricole internationale dans le but d'améliorer l'état nutritionnel et de santé des mères, des enfants et des collectivités.

Pleins feux sur HarvestPlus

Les micronutriments sont des vitamines et des minéraux qui sont essentiels aux enfants pour qu'ils puissent grandir, apprendre et bâtir un bon système immunitaire. Malheureusement, une personne sur trois dans le monde souffre de la faim insoupçonnée causée par un manque de micronutriments, comme la vitamine A, le zinc et le fer.

Avec l'aide du Canada, le programme HarvestPlus du CGIAR et ses partenaires développent et distribuent des variétés d'aliments de base qui sont riches en nutriments et que les personnes pauvres consomment chaque jour dans les pays en développement.

Projet vedette du programme sur l'agriculture pour la nutrition et la santé, le programme HarvestPlus cible huit pays en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, où la faim insoupçonnée est répandue au plus haut point. Il maintient aussi les programmes en cours en Amérique latine. En 2011, les variétés de manioc enrichis de vitamine A ont été introduites au Nigeria, et en 2012 le millet de perle de fer a été commercialisé et vendu aux agriculteurs en Inde, les variétés de haricots riches en fer ont été introduites au Rwanda et le maïs riche en vitamine A a été introduit en Zambie. De nouvelles variétés de blé et de riz enrichis de zinc devraient voir le jour sous peu.

Patate douce orange riche en vitamine A en Ouganda

Un apport adéquat en vitamine A est essentiel à la survie de la mère et de l'enfant. La carence en vitamine A est la principale cause de cécité évitable chez les enfants et elle entraîne plus de 600 000 décès chaque année chez les enfants de moins de cinq ans. Chez les femmes enceintes, cette carence peut causer la cécité nocturne et augmenter le risque de mortalité maternelle.

En Ouganda, on estime que 28 % des enfants et 23 % des femmes souffrent d'une carence en vitamine A. Le programme HarvestPlus encourage les agriculteurs à cultiver la patate douce orange, car elle regorge de bêtacarotène, une source importante de vitamine A.

Créer le changement à grande échelle

Au Rwanda, l'anémie causée par la carence en fer touche 40 % des enfants de moins de cinq ans et une femme non enceinte sur cinq. Parmi les effets négatifs sur la santé, mentionnons le risque accru que courent les femmes de mourir durant l'accouchement, une plus faible résistance aux maladies et une moindre capacité d'apprentissage chez les jeunes enfants. Comme mesure de lutte, le programme HarvestPlus, le Centre international du CGIAR pour l'agriculture tropicale (CIAT), le Bureau agricole du Rwanda et d'autres partenaires locaux unissent leurs efforts pour distribuer de nouvelles variétés de fèves riches en fer.

Le saviez-vous?

La malnutrition cause 3,1 millions de décès chez les enfants chaque année, de même que des maladies chroniques chez 165 millions d'enfants dans le monde. Les mille premiers jours de la vie sont une période cruciale au cours de laquelle on doit s'assurer que l'enfant est bien alimenté pour qu'il puisse se développer adéquatement et réaliser son plein potentiel.



Grâce au revenu plus élevé qu'il tire de la nouvelle variété de fèves, Benjamin a pu acheter un tracteur et embaucher de la main-d'œuvre pour l'aider à planter, à désherber et à récolter ses fèves.
Source : HarvestPlus

Avant de connaître une nouvelle variété de fève, Benjamin Ngabo, un agriculteur du district de Nyagatare, récoltait en moyenne 700 kg par hectare de fèves des variétés locales. Grâce aux nouvelles variétés à haut rendement, qui sont résistantes aux virus, à la chaleur et à la sécheresse, il peut aujourd'hui en récolter entre 2 000 et 3 000 kg par hectare.

Les fèves sont hautement commercialisables en raison de la grosseur de leurs grains et de leurs couleurs, dont le rouge et le blanc, qui sont très recherchées sur les marchés locaux et urbains. Les agriculteurs peuvent également récolter les grains et les partager avec d'autres agriculteurs de leur collectivité, ce qui amplifie les bienfaits nutritionnels.

« Les fèves sont la "viande" et même le "pain" dans les campagnes rwandaises, explique Lister Katsvairo, gestionnaire pays du programme HarvestPlus. Au Rwanda, un repas sans fèves est comme un repas sans nourriture. »

Dans un avenir rapproché, on estime que plus d'un demi-million de Rwandais mangeront des fèves riches en fer.

Semer les graines du succès, de l'agriculteur au marché

En Asie et en Afrique subsaharienne, les petits exploitants agricoles produisent 80 % de la nourriture consommée dans ces régions. Il est donc essentiel d'investir dans les petites exploitations agricoles si l'on veut réduire la pauvreté en milieu rural et nourrir la population mondiale qui ne cesse de croître. Les chercheurs du CGIAR travaillent avec leurs partenaires dans le but d'aider les agriculteurs à améliorer leurs conditions de vie, en accroissant la qualité et la quantité des

produits qu'ils cultivent et en fournissant aux agriculteurs des occasions avantageuses pour commercialiser et vendre leurs produits. Les agriculteurs bénéficient d'un accès à des cultures et à du bétail nouveaux ou améliorés (comme des bovins, des moutons, des chèvres et des poules), à des connaissances sur les pratiques agronomiques et d'élevage améliorées, à de la formation, à du crédit, et à des liens avec les transformateurs et les marchés pour s'assurer que leurs produits soient distribués aux consommateurs.

Pleins feux sur le projet d'amélioration de la productivité et du succès sur le marché

En Éthiopie, le Canada a appuyé le projet d'amélioration de la productivité et du succès sur le marché. Le projet, qui a pris fin en juillet 2013, a été mis en œuvre par l'Institut international de recherche sur l'élevage (ILRI), un centre du CGIAR, au nom du ministère éthiopien de l'Agriculture et du Développement rural.

Avec l'aide de l'ILRI et de ses partenaires locaux, des agriculteurs éthiopiens participent à diverses activités agricoles axées sur le marché, dont la production de lait et de beurre, l'engraissement des moutons et l'apiculture, qui génèrent des rendements élevés. Le projet a permis d'améliorer les moyens de subsistance des agriculteurs, en augmentant leur accès à de nouvelles technologies, à de nouvelles pratiques et à de nouvelles variétés de bétail et de cultures, et à d'autres produits qui sont très demandés sur les marchés locaux et régionaux.

En consolidant les liens avec les transformateurs et les marchés, les petits exploitants agricoles ont augmenté leur pouvoir de négociation avec des acteurs du marché plus importants, et ils ont élargi leur accès aux installations de transformation et à l'information sur les marchés. En outre, grâce à l'amélioration des méthodes de transformation et de stockage des produits de la ferme, les agriculteurs peuvent aujourd'hui augmenter leurs prix et gagner un revenu plus élevé.

Améliorer les conditions de vie

Avant que Misku Abafaris ne s'implique dans le projet dans sa collectivité du district de Goma, en Éthiopie, elle n'avait qu'un seul mouton qu'elle nourrissait de vieux restes de table. Après s'être jointe au projet, elle a emprunté 1 500 birrs (115 dollars américains) auprès d'une institution de microcrédit locale pour acheter cinq jeunes moutons, une assurance vie pour elle et ses moutons, des tourteaux de coton, des vermifuges et d'autres médicaments vétérinaires. Les partenaires du projet ont fourni à Misku une formation sur l'engraissement des moutons, durant laquelle Misku a appris l'importance de fournir à ses animaux des suppléments alimentaires riches en protéines et de les garder en santé. Ainsi, elle a réussi à engraisser ses moutons en trois mois et a enregistré un profit de 1 200 birrs (90 dollars américains) après avoir vendu ses moutons et remboursé le prêt initial.



« Grâce aux profits générés à l'aide de mes moutons, j'ai pu acheter une génisse Boran, qui produira beaucoup plus que notre race locale de vaches, » explique Misku. « Et l'an dernier, même si nous n'avons pas eu de récolte de café, nous avons gagné assez d'argent grâce aux moutons pour payer toutes les dépenses de notre ménage. » Misku est particulièrement fière du fait que son entreprise d'engraissement des moutons a permis à sa fille aînée de vivre et d'étudier dans la ville avoisinante d'Agora.
Source : ILRI/Charlie Pye-Smith

« De plus en plus, la recherche financée par des fonds publics soutient autant l'agriculture à petite échelle que l'agriculture à grande échelle, dans le but d'accroître le rendement des cultures et les résultats nutritionnels, d'améliorer les moyens de subsistance et d'atténuer les émissions de carbone. Le Canada a fait preuve de beaucoup de leadership en fournissant un financement commun, ce qui a permis au CGIAR d'investir dans de grandes idées qui auront de grandes retombées sur la vie des personnes pauvres. »

— Rachel Kyte
présidente du Conseil de financement du CGIAR et vice-présidente et envoyée spéciale pour les changements climatiques au Groupe de la Banque mondiale

Le projet a également influé sur la façon dont les fonctionnaires voient le développement agricole. « Avant le projet, on se concentrait sur l'augmentation de la production de marchandises particulières, mais on ne savait rien des chaînes de valeur, explique Tanashe Eyasu, au bureau local du ministère de l'Agriculture et du Développement rural. Aujourd'hui, nous changeons notre façon de faire et nous établissons des liens entre les producteurs et les fournisseurs d'intrants, comme l'engrais et le fourrage, et parfois même avec des acheteurs qui viennent d'aussi loin qu'Addis-Abeba. » Dans l'ensemble, les relations entre les villageois et les fonctionnaires locaux dans le village de Goma, où habite Misku, se sont beaucoup améliorées.

Les leçons apprises et les résultats obtenus par l'équipe du projet et ses partenaires sont intégrés à un autre projet, Chaînes de valeur axées sur le bétail et l'irrigation pour des petits exploitants agricoles d'Éthiopie, que finance également le Canada et qui est mis en œuvre par l'ILRI et l'Institut international de gestion des ressources en eau (IWMI), un centre du CGIAR. Le projet vise à accroître le revenu et la sécurité alimentaire pour 675 000 petits exploitants agricoles et leurs familles.

Garantir la sécurité alimentaire malgré un climat mondial en évolution

Pour les agriculteurs des pays en développement dont les moyens de subsistance dépendent du succès de l'agriculture locale, l'incertitude quant aux futures conditions climatiques menace grandement leur capacité de se nourrir et de nourrir leurs collectivités. En réponse à ce problème, le CGIAR et Future Earth, une initiative de recherche internationale décennale pour la durabilité mondiale, ont lancé le programme de recherche du CGIAR sur les changements climatiques, l'agriculture et la sécurité alimentaire (CCAFS). Dirigé par le CIAT, le programme de recherche vise à s'attaquer à la menace grandissante que pose le réchauffement planétaire pour les pratiques et les politiques agricoles. L'appui que le Canada fournit au programme CCAFS permet de trouver des solutions aux menaces que posent les changements climatiques pour la sécurité alimentaire.



Sambhu Prasad Rai, agriculteur, un participant au project de villages adaptés au climat dans le village de Mukundpur en Inde, se promenant dans son champ.
Source : V. Reddy

Pour offrir des aliments nutritifs à une population mondiale croissante, les agriculteurs devront accroître la production alimentaire de 70 % d'ici 2050. Les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'agriculture contribuent toutefois de manière importante aux changements climatiques. Le programme CCAFS réunit les plus éminents chercheurs du monde dans les domaines de l'agriculture, de la climatologie, de l'environnement et des sciences sociales, afin qu'ils se penchent sur les interactions entre les changements climatiques et l'agriculture et sur les compromis à faire. Cette recherche permettra aux décideurs, aux agriculteurs et aux autres personnes touchées par les changements climatiques de comprendre les conséquences de leurs comportements et de prendre des décisions plus éclairées.

Autonomisation des agriculteurs locaux grâce aux villages adaptés au climat

Les villages adaptés au climat reposent sur des principes de collaboration et de partenariat avec les collectivités. Ils ont vu le jour en Asie du Sud et sont maintenant reproduits en Afrique de l'Est et en Afrique de l'Ouest. Avec l'aide d'agriculteurs et d'organisations communautaires, des chercheurs mettent à l'essai différentes pratiques agricoles pour déterminer lesquelles sont le mieux adaptées à des conditions climatiques imprévisibles. Le but est d'améliorer la capacité des agriculteurs d'adopter ces méthodes novatrices à long terme.

À Bihar, en Inde, le projet a permis à des agriculteurs dans les villages de Rajapakar, de Bhattadasi et de Mukundpur, dans le district de Vaishali, d'adopter des pratiques agricoles adaptées au climat, afin de mieux lutter contre les conditions climatiques imprévisibles. Le village de Bihar subit souvent des sécheresses, des inondations et des précipitations irrégulières. Voici des exemples d'initiatives adaptées au climat dans ces villages.

- Un régime d'assurance fondée sur les indices météorologiques protège les agriculteurs contre les pertes de récoltes causées par le manque de pluie, les inondations, les tempêtes, et les autres causes naturelles. À Bihar, l'irrégularité des pluies a causé de graves pertes sur le plan des cultures de blé et de riz. Les paiements versés aux agriculteurs pour ces pertes leur ont permis d'investir dans de nouvelles semences et de nouveaux outils. Les programmes d'assurance climat peuvent aider les agriculteurs à mieux gérer les risques, ce qui leur permet d'investir et de prendre des risques qu'ils éviteraient, autrement.
- Le service d'envoi de messages courts (SMS) vocaux permet aux agriculteurs de disposer de cartes SIM (module d'identité d'abonné) grâce auxquelles ils peuvent obtenir des services de consultation agricole et des prévisions météorologiques au moyen d'un cellulaire. En raison du faible taux d'alphabétisation des agriculteurs, les messages courts vocaux sont plus efficaces que les messages texte.

  Le programme de SMS vocaux offre aux agriculteurs la possibilité de poser des questions et de faire part de leurs préoccupations. Grâce à ce service, les agriculteurs reçoivent messages qui contiennent des conseils d'experts au sujet de la gestion des cultures, des prévisions météorologiques, de la gestion du bétail, du développement de villages, de l'assurance récolte et des prêts, et d'autres renseignements utiles. Les agriculteurs reçoivent en moyenne de trois à quatre messages par jour.

  Horil Singh, un agriculteur de Rajapakar, raconte : « J'ai failli abandonner l'agriculture en 2008. Ces deux dernières années cependant, grâce à un soutien approprié et à l'information que nous avons reçue, nous avons redémarré nos activités. Les renseignements que nous avons obtenus sur différents sujets sont très utiles. Nous appliquons ces renseignements et ces connaissances à notre ferme. »



Le cellulaire n'est que l'un des multiples outils et technologies qui ont aidé les agriculteurs à mieux gérer les risques liés au climat et aux conditions météorologiques.
Source : F. Fiondella (IRI/CCAFS)

Les chercheurs canadiens jouent un rôle de premier plan

Par l'entremise du Fonds de liaison CGIAR-Canada (CCLF), le Canada a également appuyé des partenariats de recherche novateurs entre les scientifiques du CGIAR et des chercheurs au sein d'établissements universitaires canadiens.

De 1995 à 2012, le CCLF a financé des partenariats qui mettaient en valeur l'utilisation de technologies et de compétences spécialisées canadiennes pour faire progresser la mission du CGIAR qui consiste à réduire la pauvreté et la faim, à améliorer la santé et la nutrition chez les populations et à atteindre une gestion durable des ressources naturelles. Les partenaires de recherche canadiens ont, pour leur part, accru leur connaissance des problèmes alimentaires et agricoles dans les pays en développement.

Parmi les établissements canadiens qui ont reçu des subventions du CCLF, on compte : l'Université de Guelph, l'Université McGill, l'Université de la Saskatchewan, l'Université de la Colombie-Britannique, l'Université de l'Alberta, l'Université Laval, l'Université Memorial, l'Université du Manitoba, l'Université d'Ottawa, l'Université de Sherbrooke, l'Université du Québec, l'Université Royal Roads, l'Université Ryerson, l'Université du Nouveau-Brunswick, l'Université de Toronto, l'Université de Victoria, le Collège d'agriculture de la Nouvelle-Écosse et l'Institut de biotechnologie des plantes.

Le CCLF a contribué aux activités suivantes :

- fournir aux petits exploitants et aux agriculteurs de subsistance l'accès à de nouvelles variétés de maïs à haut rendement qui ont pu être utilisées aux fins d'une production commerciale au Honduras, avec l'aide du gouvernement national;
- mettre au point des méthodes de transformation axées sur le consommateur qui ont permis de produire des variétés de riz améliorées au Bénin et au Nigéria;
- mettre en place un système d'alerte rapide employant l'imagerie par télédétection pour détecter, selon la région, la présence d'une forte quantité d'aflatoxines pouvant nuire aux principales cultures des petits exploitants agricoles de l'Afrique occidentale;
- promouvoir l'adoption de systèmes de photosynthèse plus efficaces pour les nouvelles variétés de riz et accroître les récoltes tout en utilisant avec plus d'efficience les ressources limitées, comme les terres, l'eau et les engrais.

Pleins feux sur d'éminents Canadiens au sein du CGIAR

- M. John McDermott, directeur, Programme de recherche du CGIAR sur l'agriculture pour la nutrition et la santé (A4NH) :



« Pendant plus de vingt ans, j'ai travaillé en Afrique pour la recherche sur l'agriculture et la santé publique. Je suis très heureux de pouvoir diriger un programme qui combine des interventions en agriculture, en nutrition et en santé à l'intention de personnes, de ménages et de collectivités pauvres. Le Canada appuie depuis longtemps la recherche agricole internationale et le CGIAR, tant sur le plan financier que sur le plan scientifique, et ce, grâce à la participation d'institutions canadiennes. Le Canada a également contribué à l'établissement de liens entre nous, les banques de développement et les gouvernements, afin que les leçons apprises permettent de renforcer les politiques et les investissements, d'améliorer ainsi l'état nutritionnel et de santé des mères et des enfants, et de mener des interventions prometteuses en agriculture, par exemple pour fournir des cultures vivrières enrichies de micronutriments à des millions de personnes. »

- André Zandstra, chef, Partenariats et relations avec les donateurs, Centre international d'agriculture tropicale (CIAT) :



« En tant que Canadien, je me sens privilégié d'être témoin des retombées directes que les investissements de notre pays en matière de nutrition et de sécurité alimentaire ont sur les moyens de subsistance ruraux. Ce qui me plaît le plus dans mon travail, c'est d'établir des partenariats qui poussent un peu plus loin notre recherche sur les cultures, les systèmes de production et les politiques, afin de transformer l'agriculture de subsistance en un secteur à haut rendement dans les économies en développement. Par exemple, par le CIAT, les investissements du Canada dans l'Alliance panafricaine pour la recherche sur le haricot, dont nous assurons la coordination, ont permis de fournir des variétés de haricots à haut rendement plus nutritives et résistantes à plus de 8 millions de petites exploitations agricoles, dans 30 pays d'Afrique. Nous pouvons être fiers de ces retombées. »

- M. John Hoddinott, directeur adjoint, Division de la pauvreté, de la santé et de la nutrition, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) :



« Grâce aux fonds que le Canada verse au CGIAR, je poursuis ma recherche sur les répercussions économiques de la dénutrition pendant les premières années de vie. Ce travail, en plus d'avoir une valeur intrinsèque, a montré que l'investissement génère d'importantes retombées économiques lorsqu'il s'agit d'interventions qui améliorent l'état nutritionnel et de santé des enfants pendant les deux premières années de vie. Non seulement ce travail oriente-t-il le Canada quant à la meilleure façon de dépenser son aide bilatérale, mais il montre également que l'investissement dans ces interventions améliore la vie de millions d'enfants dans le monde. »

Regard sur l'avenir

Depuis plus de quatre décennies, le CGIAR et ses centaines de partenaires transforment la vie de millions de personnes pauvres dans les pays en développement, grâce aux résultats concrets de la recherche agricole. Avec le soutien de partenaires clés comme le Canada, le CGIAR est bien placé pour s'attaquer aux grands problèmes de développement mondiaux du XXIe siècle.



Source : Neil Palmer (CIAT), Brésil

Programmes de recherche du CGIAR

La recherche au CGIAR est effectuée par un consortium de 15 centres de recherche agricole internationale, qui travaillent en étroite collaboration avec des centaines de partenaires de partout dans le monde, par l'entremise des programmes de recherche du CGIAR. La stratégie et le cadre de résultats unificateurs du CGIAR présentent des buts, des priorités et des objectifs communs. Tous les programmes de recherche du CGIAR sont dictés par leur incidence possible sur quatre résultats de développement essentiels : une pauvreté rurale réduite, une sécurité alimentaire accrue, un meilleur état nutritionnel et de santé, et des ressources naturelles gérées de manière durable. Le portefeuille de programmes, dans son ensemble, vise à libérer le potentiel de développement de divers aliments de base et systèmes agricoles, à améliorer la résilience des écosystèmes, à élaborer de meilleures politiques et à améliorer la santé et le bien-être des populations, tout en s'attaquant à d'autres problèmes de développement complexes, comme les changements climatiques.

Centres de recherche du CGIAR

Centre du riz pour l'Afrique (AfricaRice)
Bioversity International (Bioversity)
Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR)
Centre international de recherches agricoles dans les régions sèches (ICARDA)
Centre international d'agriculture tropicale (CIAT)
Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT)
Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)
Institut international d'agriculture tropicale (IITA)
Institut international de recherche sur l'élevage (ILRI)
Centre international d'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT)
Centre international de la pomme de terre (CIP)
Institut international de recherche sur le riz (IRRI)
Institut international de gestion des ressources en eau (IWMI)
Centre mondial d'agroforesterie (auparavant appelé le Centre international pour la recherche en agroforesterie [ICRAF])
Centre mondial sur le poisson (WorldFish)

www.cgiar.org

Février 2014